

Grande-Bretagne ne renouvellera pas le contrat passé en 1951 avec les producteurs de fromage de l'Ontario.

Si l'on pense à se tourner vers le marché américain, les perspectives pour l'année 1952 ne sont pas très encourageantes. De concert avec d'autres pays, le Canada s'efforce depuis le mois d'août dernier d'obtenir que ce pays rapporte l'interdiction dont il a frappé l'importation des produits laitiers, interdiction appliquée en vertu d'un amendement à sa loi de production de défense et malgré les obligations internationales que les États-Unis, de même que le Canada et d'autres pays, ont contractées aux termes de l'accord de Genève sur les tarifs douaniers et le commerce.

Il faut admettre que notre marché britannique d'exportation des œufs, transformés ou en coquille, était surtout un marché d'exportation du temps de guerre que nous pouvions nous attendre de perdre, parce que la forte teneur en eau des œufs ne permet pas le transport à longue distance et que les œufs séchés se vendent à un prix relativement bas.

On pourrait invoquer le même argument à l'égard de la perte du marché britannique pour le lait condensé, sous prétexte que la teneur en eau de ce produit en interdit le transport à longue distance en temps de paix, sinon en temps de guerre; toutefois, la statistique révèle que durant l'année d'avant-guerre 1938, nous avons fourni aux Britanniques 56.6 p. 100 de toutes leurs importations de lait condensé.

On ne saurait cependant invoquer le même argument au sujet de nos exportations de pommes, puisqu'il s'agissait surtout d'un commerce entre la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Écosse, commerce fondé sur le bas prix du transport maritime.

Bref, s'il faut admettre que le maintien du commerce d'exportation au niveau du temps de guerre ou même à un niveau légèrement réduit dépendrait surtout de ce que le Canada serait mieux en mesure depuis la guerre de soutenir la concurrence qu'il ne l'était avant la guerre, le grave problème qui se pose en 1952 pour les producteurs canadiens n'est pas celui du maintien des débouchés britanniques du temps de guerre, ni même celui d'un fléchissement modéré de ce commerce d'exportation, mais le fait que le niveau en est tombé en 1951 plus bas qu'en 1938 et menace même de s'affaïsser encore en 1952.

Quand le public s'aperçoit de l'existence de cette grave menace à nos marchés d'exportation, le Gouvernement se borne à dire, de fait, "balivernes", et signale d'abord quelques marchés de remplacement situés aux États-Unis; il déclare ensuite que tout va bien et

[M. Charlton.]

que nos réserves d'or et de dollars n'ont pas sérieusement baissé, que tout cela n'est que propagande tory.

Et, en attendant, on ne peut obtenir d'explication sur les faits suivants:

1. Sans doute nos réserves d'or et de dollars n'ont-elles pas sérieusement baissé, par comparaison avec l'époque où les débouchés en cause nous étaient encore assurés; mais sans les entrées massives de capitaux au Canada, le fléchissement des exportations qui servent à payer nos importations mettrait le Canada sur la pente menant à la crise.

Ce flot de capitaux qui nous arrivent, devra bien s'arrêter un jour et ne constitue donc pas une solution permanente et suffisante.

2. L'histoire du commerce a montré que des productions semblables, au Canada et aux États-Unis, aboutissent souvent à créer simultanément des excédents dans les deux pays; en cherchant à écouler notre excédent sur leurs marchés, nous nous apercevons qu'ils ont relevé leurs droits de douane ou pris d'autres mesures pour nous écarter de leurs marchés intérieurs.

Étant donné la perte grave des marchés d'exportation canadiens au Royaume-Uni,—qui à l'heure actuelle sont moins actifs qu'avant la guerre et qui se trouveront encore plus menacés en 1952,—et l'instabilité des débouchés américains de remplacement que les producteurs canadiens voient également fondre dès aujourd'hui pour être encore plus menacés en 1952, la question des exportations canadiennes, dont un Canadien sur quatre dépend pour gagner sa vie, devient un problème urgent d'importance nationale.

Si l'on examine les chiffres des exportations canadiennes depuis 1946, on se rend nettement compte des dangers auxquels doit faire face le commerce extérieur du Canada à l'heure actuelle. Nos exportations vers les États-Unis qui représentaient autrefois 38 p. 100 de nos exportations totales, sont passées à 65 p. 100, tandis que celles à destination du Royaume-Uni ont décliné de 26 à 15 p. 100.

L'accroissement de nos exportations à destination des États-Unis s'explique, dans une large mesure, par le fait que nous exportons dans ce pays des matières brutes d'origine canadienne, non finies ou semi-ouvrées, qui sont en demande dans le monde entier. Poursuivre la politique qui consiste à exporter des emplois joue au détriment du niveau d'existence de notre pays en contribuant, d'une façon sensible, à retarder notre essor en tant que nation industrielle.

Le déclin des exportations vers le Royaume-Uni depuis 1946 ne reflète pas seulement la baisse du niveau des exportations par